



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 3480

Texte de la question

PLAN DE SOUTIEN À LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Nicolas Forissier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Nicolas Forissier. Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la période estivale a été marquée par la crise des dettes souveraines et n'a épargné ni les États-Unis, ni certains États européens qui ont fait l'objet d'attaques sur les marchés.

Alors que la nervosité gagnait un certain nombre d'acteurs économiques et financiers, le Président de la République, le Premier ministre, vous-même et le Gouvernement avez réagi avec célérité, précision et volonté. D'une part, en prenant immédiatement un certain nombre de mesures permettant de respecter nos engagements européens en matière de finances publiques - il est évidemment essentiel que la crédibilité de la France quant au respect de ses engagements ne puisse être mise en doute. D'autre part, en prenant des initiatives fortes, avec l'Allemagne de Mme Merkel, pour répondre concrètement aux enjeux essentiels pour l'avenir de l'euro. Je veux à nouveau insister sur le rôle essentiel et décisif joué par Nicolas Sarkozy (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) comme s'accordent à le dire l'ensemble des experts et observateurs internationaux.

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Eh oui !

M. Nicolas Forissier. Il faut dire les choses telles qu'elles sont, chers collègues.

Nous sommes réunis pour adopter le plan de soutien à la Grèce, tel qu'il a été décidé le 21 juillet dernier par les chefs d'État et de gouvernement. Ce n'est au demeurant pas ce plan qui est coûteux, c'est l'absence de plan qui aurait été préjudiciable à la zone euro et donc à chacun de nos compatriotes.

Agir pour la Grèce, c'est aussi agir pour tous les Français. Vous avez rappelé hier, monsieur le ministre, que la France était le premier pays européen à mettre en œuvre cette procédure d'adoption. D'autres pays sont plus lents. Un certain nombre de tensions subsistent sur les marchés.

M. Jean Mallot. La question !

M. Nicolas Forissier. Ce vendredi, la France accueillera le G7 des ministres des finances. Pouvez-vous indiquer, monsieur le ministre, quelles sont les initiatives que la France entend continuer à porter pour assurer l'avenir de la zone euro, la stabilité des marchés financiers, la croissance et l'emploi d'une façon générale comme dans notre pays ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Vous avez eu raison, monsieur le député, de mettre en lumière le rôle décisif joué par le Président de la République (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) le 21 juillet dernier, entraînant l'ensemble de nos partenaires européens, et d'insister sur la coordination du couple franco-allemand dans la mise en œuvre des propositions techniques et politiques opérationnelles pour stabiliser la zone euro.

M. Jean-Pierre Brard. Vous le remboursez du banquet de ce midi ? Ce n'est pas nécessaire de dire merci à chaque fois !

M. François Baroin, *ministre*. La France et l'Allemagne représentant plus de 50 % de la richesse européenne, il est naturel et normal qu'ils soient un élément moteur dans les conditions de définition de cet accord.

Pour mémoire, je rappelle que cet accord confie les moyens nécessaires à un Fonds européen quelque les

États apportent des garanties au lieu de se prêter les uns aux autres. Il permet d'intervenir, de stabiliser la zone et de protéger les pays sous programme de soutien - nous pensons à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal - et ceux qui sont menacés par des attaques de spéculation.

Vous m'interrogez sur la programmation du G7 des ministres des finances qui doit avoir lieu d'ici à la fin de la semaine. C'est en effet une semaine importante. Il ne s'agit pas de nier la réalité : nous la regardons en face. Nous sommes également attentifs à ce qui s'est passé aux États-Unis, à savoir les conséquences de la dégradation de la note américaine. Nous regardons avec beaucoup d'attention le calendrier, afin d'appliquer le plus rapidement possible les accords du 21 juillet.

C'est la raison pour laquelle la France a souhaité être aux avant-postes de ce calendrier. Nous attendons bien évidemment, demain, l'intervention du président Obama. Vous savez que la Banque centrale européenne s'inscrit dans la perspective d'une communication qui sera utile pour apporter les éléments de stabilité de la zone euro. Le G7 " Finances " mettra en perspective l'ensemble de ces éléments pour adresser des messages de confiance auxquels nous croyons fortement pour la zone euro et des messages qui prépareront aussi la perspective du G20 pour avoir une croissance forte, durable et équilibrée. Telle est la réponse globale attendue cette semaine et dans les semaines à venir. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Forissier](#)

Circonscription : Indre (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3480

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 septembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 septembre 2011